

L'action s'est déroulée lundi matin, à 6 h 45, devant la préfecture du Finistère. Laura Ayad



Une tonne d'algues vertes déversée devant la préfecture

Une quinzaine de militants de l'ONG Greenpeace ont déversé des algues vertes, ce lundi matin, devant la préfecture de Quimper. L'objectif de cette opération coup de poing ? Dénoncer la responsabilité de l'État dans la prolifération de cette substance toxique.

Laura Ayad

● Drôle d'odeur dans le centre-ville de Quimper... Ce lundi, aux alentours de 6 h 45, l'ONG Greenpeace, connue pour ses actions en faveur de la défense de l'environnement, a déversé près d'une tonne d'algues vertes devant la préfecture quimpéroise. À l'aide

de l'étalement de la matière en deux endroits, devant l'entrée principale du bâtiment et à l'arrière, du côté de la place de la Résistance. Des photographies grand format ont également été installées au niveau de la grille.

À travers cette action coup de poing qui a duré un peu plus de cinq heures et qui s'est terminée sans heurts, Greenpeace a souhaité dénoncer la responsabilité de l'État et des préfectures bretonnes dans la multiplication des élevages industriels, à l'origine de la prolifération des algues vertes sur les côtes bretonnes.

« Cette action a pour but d'aboutir à la mise en place d'un moratoire sur tous les nouveaux projets de création ou d'extension d'élevages industriels en France, a expliqué Sandy Olivar Calvo, chargée de campagne agriculture et alimentation pour l'ONG. Bien que la responsabilité du système agroalimentaire intensif ait été clairement identifiée dans l'invasion du littoral par les algues vertes, les préfets bretons continuent d'autoriser la construction de nouveaux élevages industriels...

de Landunvez, dont la demande d'extension a été à deux reprises retoquée par les tribunaux, avant d'être régularisée par la préfecture. »

Un film sur le sujet

À deux jours de la sortie du film « Algues Vertes », inspiré de la bande dessinée éponyme réalisée par le journaliste Inès Léraud et le dessinateur Pierre Van Hove, l'action de Greenpeace coïncidait par ailleurs avec la recrudescence ces derniers jours des algues vertes, particulièrement présentes sur le littoral en cette période estivale. En Bretagne, l'ONG dénombre près de 1 500 élevages intensifs, soit la moitié des exploitations industrielles dans l'Hexagone.

Lundi après-midi, suite à cette manifestation « non déclarée », le préfet a condamné cette action et annoncé qu'une plainte serait déposée « pour obtenir réparation des éventuels dégâts pérennes ».

(Lire aussi page 15)